
Étude des crédits 2010-2011

Document préparé par :



**Commission d'accès
à l'information
du Québec**

Pour :

**La Commission des institutions
de l'Assemblée nationale**

Avril 2010

G-1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

1. Frédéricton, Nouveau-Brunswick du 19 au 22 mai 2009

- Conférencier à la réunion du groupe de travail canadien sur la vie privée des enfants et de l'Internet
- 690,55 \$ (déplacement et séjour)
- Fakhri Gharbi, conseiller à la présidence

2. Strasbourg, France du 4 au 10 juillet 2009

- Participer à titre de représentant du président de la Commission d'accès à l'information du Québec aux travaux de la 18e réunion du Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, bureau du Conseil de l'Europe
- 2 773,88 \$ (déplacement et séjour)
- Fakhri Gharbi, conseiller à la présidence

3. St John's, Terre-Neuve du 8 au 10 septembre 2009

- Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la Conférence provinciale-fédérale-territoriale des Commissaires et ombudsmans à l'information et à la protection de la vie privée
- 1 738,00 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

4. Oslo, Norvège du 26 au 30 septembre 2009

- Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la 6e conférence internationale des commissaires à l'accès à l'information
- 6 788,07 \$ (déplacement et séjour)
- Me Guylaine Henri, commissaire
- Me Annie Forget, conseillère

5. Madrid, Espagne du 3 au 6 novembre 2009

- Présider les travaux de la troisième conférence francophone des autorités de protection des données personnelles et présider l'Assemblée générale de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP). Conférencier à la Conférence internationale des commissaires à la protection de la vie privée et des données personnelles. Participation aux travaux de la 31e conférence internationale à la protection de la vie privée et des données personnelles
- 3 829,89 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

6. Ottawa, Ontario les 12 et 13 novembre 2009

- Participation de l'analyste en informatique de la Direction de l'analyse et de l'évaluation à l'atelier sur les incidences de l'information concernant la géo localisation sur la vie privée
- 261,50 \$ (déplacement et séjour)
- M. Boris Perron, analyste en informatique

7. Victoria, Colombie-Britannique du 6 au 11 février 2010

- Participation de la Commission à la conférence sur la sécurité et la vie privée organisée par l'Office of the information and Privacy Commissioner de la Colombie-Britannique
- 3 640,63 \$ (déplacement et séjour)
- M. Rémy Normand, directeur de l'analyse et de l'évaluation
- Me Christiane Constant, commissaire

8. Toronto, Ontario les 24 et 25 mars 2010

- Participation à la conférence sur les principes de gouvernance des entreprises en protection de la vie privée organisée par AccessPrivacy
- 740,47 \$ (déplacement et séjour)
- Me Teresa Carluccio, commissaire

Frais totaux encourus : 20 462,99 \$

G-2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

1. St John's, Terre-Neuve du 8 au 10 septembre 2009

- Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la Conférence provinciale-fédérale-territoriale des Commissaires et ombudsmans à l'information et à la protection de la vie privée
- 1 738,00 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

2. Madrid, Espagne du 3 au 6 novembre 2009

- Présider les travaux de la troisième conférence francophone des autorités de protection des données personnelles et présider l'Assemblée générale de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP). Conférencier à la Conférence internationale des commissaires à la protection de la vie privée et des données personnelles. Participation aux travaux de la 31e conférence internationale à la protection de la vie privée et des données personnelles
- 3 829,89 \$ (déplacement et séjour)
- Me Jacques Saint-Laurent, président

G-3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
 - les firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
-

Rock Thérout

- Séances de photographies. Prise de photographies utilisées sur le site Internet de la Commission d'accès à l'information et utilisation pour les demandes de conférenciers.

Total dépensé en 2009-2010 : 370,00 \$

G-4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ALFID SERVICES IMMOBILIERS

- Travaux de construction de deux bureaux fermés du bureau de Montréal
- 23 738,70 \$

GFC INFO-CONSEIL

- Fournir à la Direction de l'analyse et de l'évaluation des services professionnels et des avis sur différents aspects liés à la protection des renseignements personnels
- 20 681,45 \$

NICOLE POULIN

- Réalisation de mandats dans l'implantation du projet de système SISTA à la Commission
- 18 809,70 \$

CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ

- Travaux de sécurité pour trois portes et installation de trois serrures magnétiques
- 5 754,92 \$
- Travaux d'installation de porte coupe-feu et de câbles réseau
- 4 777,86 \$

FRANCINE THOMAS

- Conseils et avis à la Direction de l'analyse et de l'évaluation sur différents projets gouvernementaux sous l'angle de la protection des renseignements personnels
- 10 000,00 \$

CODE JAUNE

- Impression et graphisme du rapport annuel
- 1 750,00 \$
- Impression et graphisme du plan stratégique
- 3 125,00 \$
- Impression et graphisme de 5 000 dépliants "Quels sont vos droits"
- 3 095,00 \$

COMMUNICATIONS DEMO

- Frais de production de la revue de presse écrite (quotidiens, hebdomadaires et périodiques)
- 7 934,07 \$

CH-KAY TRADUCTIONS INC.

- Traduction vers l'anglais de 44 documents (décisions, correspondances, allocutions et rapports) de la Commission
- 7 810,36 \$

ARCHIVES IRON MOUNTAIN

- Conservation des copies de sécurité des bases de données et élimination sécuritaire et confidentielle des documents émanant de la commission
- 5 893,91 \$

CYNTHIA CHASSIGNEUX

- Travaux de recherches préparatoires à la rédaction du rapport quinquennal 2011
- 5 720,00 \$

DIANE DELISLE

- Service-conseil dans la gestion de la mise en oeuvre du plan stratégique 2009-2012
- 5 025,00 \$

DENIS LEMIEUX

- Préparer et dispenser de la formation particulière concernant les pouvoirs de la Commission en vertu des lois et règlements dont elle est chargée de l'application
- 4 858,18 \$

JOHN PETER WELDON

- Formation du personnel de la Direction des affaires juridiques sur la communication avec les parties en médiation
- 4 766,06 \$

DOMINIQUE BOURCHEIX

- Tenir des séances de médiation dans des dossiers remis par la Commission
- 1 650,00 \$

COMPLYS TECHNOLOGIES INC.

- Entretien des équipements informatiques
- 1 650,00 \$

PCD INC.

- Préparation et animation de la réunion sur la présentation du plan stratégique
- 1 500,00 \$

PRODUCTIONS REPRO-GRAFIC INC.

- Réparer le kiosque d'exposition
- 1 279,40 \$

LES PLANTES UNIVERT INC.

- Contrat annuel d'entretien des plantes d'intérieur – bureau de Montréal
- 1 160,00 \$

FOLIA DESIGN INC.

- Contrat annuel d'entretien des plantes d'intérieur – bureau de Québec
- 1 140,00 \$

G-5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-6. Pour chaque projet de développement informatique de plus d'un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récents estimés du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - nombre de consultants intégrés ou oeuvrant au sein du ministère.
-

Le projet de développement informatique de la Commission s'élève à moins d'un million de dollars pour son volet spécifique.

G-7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

- la photocopie :	7 359,96 \$
- les ordinateurs portables :	9 088,18 \$
- les téléavertisseurs :	-----
- le mobilier de bureau :	19 596,39 \$
- distributeurs d'eau de source :	-----
- le remboursement des frais de transport :	
- à l'employé	2 945,22 \$
- aux entreprises de transport	<u>29 000,74 \$</u>
	31 945,96 \$
- le remboursement des frais d'hébergement :	
- à l'employé :	6 353,97 \$
- aux entreprises de services d'hébergement :	<u>30 955,05 \$</u>
	37 309,02 \$
- le remboursement des frais de repas :	18 268,52 \$
- <u>l'ensemble</u> des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou autre :	
a) au Québec;	47 036,45 \$
b) à l'extérieur du Québec	<u>17 754,77 \$</u>
	64 791,22 \$

G-8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie.

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Nom des fournisseurs :	Bell	Rogers	Total
Nombre de cellulaires :	1	8	9
Nombre de BlackBerry :	2	1	3
Total :	3	9	12

	Moyenne par appareil	Total 2009-2010 Pour les 12 appareils
Coût d'acquisition :	8,34 \$	99,99 \$
Coût d'utilisation des appareils :	20,03 \$ / mois	2 403,80 \$
Coût des contrats téléphoniques :	27,78 \$ / mois	3 333,55 \$

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

2009-2010 (au 12 mars 2010)

MOINS DE 35 ANS

	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>TOTAL</u>	<u>%</u>	<u>PERSONNES</u> <u>HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>COMMUNAUTÉS</u> <u>CULTURELLES</u>
Aucune Catégorie								
Cadres								
Professionnels	2	7	9	14,5%				2
Fonctionnaires	3	4	7	11,3%				
Sous-total :	5	11	16	25,8%				2
	8,1%	17,7%	25,8%					3,2%

35 ANS et +

	<u>MASCULIN</u>	<u>FÉMININ</u>	<u>TOTAL</u>	<u>%</u>	<u>PERSONNES</u> <u>HANDICAPÉES</u>	<u>ANGLOPHONES</u>	<u>AUTOCHTONES</u>	<u>COMMUNAUTÉS</u> <u>CULTURELLES</u>
Aucune Catégorie	2	4	6	9,7%				2
Cadres	3	1	4	6,5%				
Professionnels	7	11	18	29,0%				
Fonctionnaires	1	17	18	29,0%				2
Sous-total :	16	32	48	81,4%				4
	21,0%	53,2%	74,2%					6,5%
TOTAL :	18	44	62	100,0%				6
	29,0%	71,0%	100,0%					9,7%

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

2009-2010 (12 mars 2010)

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE			1,0			1,0	
CADRES	0,5		1,0			1,0	
PROFESSIONNELS	10,5	10,5	15,5	9,5	9,0	11,5	6,0
FONCTIONNAIRES	16,0	9,5	12,0	5,0	3,5	9,0	9,0
TOTAL :	27,0	20,0	29,5	14,5	12,5	22,5	15,0
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL	
AUCUNE CATÉGORIE	2,0					4,0	
CADRES	1,0		1,0	14,0	12,0	30,5	
PROFESSIONNELS	23,0	3,5	4,5	12,0	1,0	116,5	
FONCTIONNAIRES	5,5	7,5	6,5	5,5	2,0	91,0	
TOTAL :	31,5	11,0	12,0	31,5	15,0	242	

Année financière	Jours de maladie	Nombre d'employés	Moyenne jours de maladie
2009-2010	241,5	62	3,9

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;**

	Réserve de maladie				Total	Négatives
	Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus		
Aucune						
Catégorie	2	2	1	1	6	
Professionnels	15	7	1	4	27	
Fonctionnaires	8	9	4	4	25	
Cadres	0	1	1	2	4	
Total	25	19	7	11	62	0
%	40,3%	30,6%	11,3%	17,7%	100,0%	

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

2009-2010 (au 12 mars 2010)

	<u>NOMBRE HEURES EFFECTUÉES</u>	<u>NOMBRE D'HEURES PAYÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>	<u>NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>
AUCUNE CATÉGORIE					
FONCTIONNAIRES	210,47	111,14	3 741,08 \$	99,33	3 310,11 \$
PROFESSIONNELS	191,47	48,97	2 305,07 \$	142,50	5 677,60 \$
TOTAL :	<u>401,94</u>	<u>160,11</u>	<u>6 046,15 \$</u>	<u>241,83</u>	<u>8 987,71 \$</u>

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2009-2010 (12 mars 2010)

	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	14,0	9,0	2,5	14,0	53,0	16,0	12,0
CADRES	5,0	2,0	10,5	33,5	48,5	10,5	
PROFESSIONNELS	25,5	8,0	29,0	96,5	112,0	28,0	11,5
FONCTIONNAIRES	26,5	13,5	41,5	120,0	115,5	46,0	42,5
SOUS-TOTAL :	71,0	32,5	83,5	264,0	329,0	100,5	66,0

	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL
AUCUNE CATÉGORIE	1,0	4,0	1,0			126,5
CADRES	1,0	17,0	1,0	1,0		130,5
PROFESSIONNELS	5,5	39,5	28,5	2,5	5,5	392,0
FONCTIONNAIRES	33,0	37,0	14,0	5,5	1,0	496,0
SOUS-TOTAL :	40,5	97,5	44,5	9,0	6,5	1144,5

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;**

	Réserve de vacances				Total	Négatives
	Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus		
Aucune Catégorie	2	3	1		6	
Professionnels	14	8			22	5
Fonctionnaires	8	6	1		15	10
Cadres	3				3	1
Total	27	17	2	0	46	16

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

La Commission d'accès à l'information n'a reçu aucune plainte pour harcèlement psychologique.

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- h) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

Répartition des effectifs (au 12 mars 2010)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	3	3	6	9,7%
Cadres	4		4	6,5%
Professionnels	19	8	27	43,5%
Fonctionnaires	21	4	25	40,3%
TOTAL :	47	15	62	100,0%
	75,8%	24,2%	100,0%	

Répartition des effectifs (au 13 mars 2009)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	3	2	5	6,8%
Cadres	4		4	5,4%
Professionnels	18	6	24	32,4%
Fonctionnaires	21	5	26	55,4%
TOTAL :	46	13	59	100,0%
	82,4%	17,6%	100,0%	

Répartition des effectifs (au 14 mars 2008)

	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	3	2	5	9,8%
Cadres	1	1	2	3,9%
Professionnels	19	2	21	41,2%
Fonctionnaires	19	4	23	45,1%
TOTAL :	42	9	51	100,0%
	82,4 %	17,6 %	100,00 %	

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- i) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	Prime expert (10%)	Prime émérite (15%)	Total	%
Au 31 mars 2010	2		2	3,2%
Au 31 mars 2009	1		1	1,8%
Au 31 mars 2008	2		2	3,9%

	Prime de complexité (7%)	Traitement de niveau de complexité supérieur	Total	%
Au 31 mars 2007	2		2	4,5%
Au 31 mars 2006	1		1	2,0%

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

j) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

	Heures majorées professionnelles	Heures majorées fonctionnaires	Total	%
Au 31 mars 2010		2	2	3,2%
Au 31 mars 2009		2	2	3,6%
Au 31 mars 2008		2	2	3,9%
Au 31 mars 2007	2	2	4	9,1%
Au 31 mars 2006	2	2	4	8,0%

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

k) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

		31-03-2006	31-03-2007	31-03-2008	31-03-2009	31-03-2010
Québec	Aucune catégorie	3	3	3	3	3
	Cadres	2	3	3	4	4
	Professionnels	19	17	16	15	23
	Fonctionnaires	20	20	19	21	23
	Sous-total	44	43	41	43	53
Montréal	Aucune catégorie	2	2	2	4	4
	Cadres					
	Professionnels	1	1	1	5	8
	Fonctionnaires	4	4	4	4	5
	Sous-total	7	7	7	13	17
TOTAL :		51	50	48	56	70

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**

	2010-03-31	2011-03-31	2012-03-31	2013-03-31	2014-03-31
Aucune catégorie	7	7	7	7	7
Cadres	4	4	4	4	4
Professionnels	31	30	29	29	29
Fonctionnaires	28	27	26	25	24
TOTAL :	70	68	66	65	64

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

m) le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;

2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
0	3	5	2	2	12

G-9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- n) le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.**
-

Au 20 avril 2010 : 4 employés

G-10. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement des locations

- 575, rue Saint-Amable, bureau 1.10 (Québec)
- 500, boulevard René-Lévesque Ouest bureau, 18.200 (Montréal)

Superficie des locaux

- Québec : 1 313,55 m²
- Montréal : 454,92 m²

Coût total des locations

- 490 318,56 \$

Coût d'aménagement

- Bureau de Québec : 10 532,78 \$
- Bureau de Montréal : 28 361,42 \$

Durée des baux

- Bureau de Québec (date de fin du bail): 31 décembre 2020
- Bureau de Montréal (date de fin du bail): 31 mars 2028

Propriétaire des espaces loués :

- Montréal : Le Groupe Alfid inc.
- Québec : La Capitale immobilière MFQ inc.

G-11. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2009 à ce jour.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-12. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
 - la prime de départ versée, le cas échéant ;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
 - la description de tâches ;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009 ;
 - le nombre total d'employés au cabinet ;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée ;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-13. Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre ;**
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
 - la circonscription électorale ;
 - le montant attribué ;
 - le projet visé et le résultat.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-14. La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers, 2010-2011 et 2011-2012.

Aucun transfert n'a été obtenu du gouvernement fédéral en 2009-2010 pour des programmes ou des fonds.

G-15. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2011-2012.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-16. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-17. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure ;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

La Commission d'accès à l'information n'a aucun personnel hors structure.

G-18. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

La Commission d'accès à l'information n'a aucun personnel affecté à des organismes parapublics et autres.

G-19. Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Aucun.

G-20. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Aucune dépense n'a été effectuée en 2009-2010 par la Commission auprès de clubs privés ou pour des billets de saison.

Pour ce qui est de ses abonnements et de ses acquisitions de livres, la Commission a effectué les dépenses suivantes :

		Exercice 2009-2010	
		NOMBRE	COÛT
		D'EXEMPLAIRES	
Adhésions			
1	Adhésion annuelle – Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec	2	300,00 \$
2	Adhésion annuelle – Association francophone des autorités de protection données personnelles	1	2 382,75 \$
3	Adhésion annuelle – Association sur l'accès et la Protection de l'information (AAPI)	1	475,00 \$
4	Adhésion annuelle – Centre Francophone d'Informatisation des Organisations [CEFRIO]	1	1 000,00 \$
5	Adhésion annuelle – Forum des Responsables des Communications	1	250,00 \$
6	Adhésion annuelle – Forum DGA Fonction Publique	1	500,00 \$
7	Adhésion annuelle – Forum GRF Fonction Publique	1	600,00 \$
8	Adhésion annuelle – Forum DRH Fonction Publique	2	900,00 \$
9	Adhésion annuelle – Forum GRM Fonction Publique	2	1 000,00 \$

	Sous total		7 407,75 \$

Abonnements à des périodiques

10	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	7	6 683,75 \$
11	Accès à l'information et protection des renseignements personnels – Santé et services sociaux	1	246,25 \$
12	Accès à l'information – Loi annotée	10	2 169,20 \$
13	Annuaire de jurisprudence 2009	1	317,10 \$
14	Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	5	230,00 \$
15	Azimut – banque de données	1	2 173,47 \$
16	Bulletin de droit de la santé	1	206,91 \$
17	Charte canadienne des droits et libertés	1	139,90 \$
18	Charte des droits de la personne	2	190,00 \$
19	Code civil du Québec	8	551,50 \$
20	Code criminel	3	226,00 \$
21	Code de procédure civile	8	607,00 \$
22	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	809,00 \$
23	Décision de la commission - RCAI	2	248,85 \$
24	Droits de la personne – relations de travail	1	216,70 \$
25	Droit Santé Lois et Règlements	1	289,95 \$
26	Gazette officielle – Accès Internet	1	219,00 \$
27	Gazette officielle – Partie I (Avis juridiques)	1	185,00 \$
28	Gazette officielle – Partie II (Lois & règlements)	1	253,00 \$
29	Guide pratique accès à la protection	3	692,20 \$
30	Express 2.0	1	400,00 \$
31	Légis Québec	3	1 597,95 \$
32	Lois annuelles du Québec	1	275,00 \$
33	Lois et règlements des affaires sociales	1	79,95 \$
34	Lois refondues du Québec	1	1 195,00 \$

Abonnements à des périodiques (suite)

		Exercice 2009-2010	
		NOMBRE	COÛT
		D'EXEMPLAIRES	
35	Procédure pénale annotée et jurisprudence	2	234,00 \$
36	Projets de lois publiques	1	195,00 \$
37	Recueil des politiques de gestion	1	132,20 \$
38	Revue de prévention de règlements différents	1	100,95 \$
39	Tableaux des modifications, index des règlements	2	140,00 \$
40	The law of privacy in Canada	1	1 736,50 \$
41	Tribunaux administratifs du Québec	1	155,80 \$

	Sous total		22 897,13 \$

Achats de volumes

42	Volume - Accès à l'information : Loi et règlements 1 ^{re} édition	6	341,25 \$
43	Volume - Budget de dépenses 2009-2010	1	38,95 \$
44	Volume - Code des professions annoté, 2 ^e édition	1	149,90 \$
45	Volume - Code procédure civile 2009-2010	3	80,85 \$
46	Volume - Coll. Droit ed 2009/2010, volume 2, Preuve et procédure	1	69,95 \$
47	Volume - Coll. Droit ed 2009/2010, volume 7, Droit public et administratif	1	76,95 \$
48	Volume - Colloque sur l'arrêt Dunsmuir	1	50,90 \$
49	Volume - Commentaires du Ministre de la Justice sur le Code civil	2	204,49 \$
50	Volume - Dictionnaire maximes & locutions latines, 4 ^e édition	1	104,90 \$
51	Volume - Droit constitutionnel, 5 ^e édition	1	118,90 \$
52	Volume - Écrire la décision, guide pratique de rédaction	1	59,95 \$
53	Volume - Expressions juridiques en un clin d'œil, 3 ^e édition	1	75,95 \$
54	Volume - Ferland Emery : précis procédure civile, 4 ^e édition	1	179,95 \$
55	Volume - Guide d'information sur l'arrestation, la perquisition		
	l'inspection et la confiscation	2	18,95 \$
56	Volume - Internet and wireless privacy : a Legal guide to global practices	1	178,45 \$
57	Volume - Interpretation des lois, 4 ^e édition	1	90,00 \$
58	Volume - Interprétation des lois, 4 ^e édition	1	90,00 \$
59	Volume - La gestion intégrée des documents en format papier et		
	technologiques	1	95,00 \$
60	Volume - La preuve civile 4 ^e édition	1	107,95 \$
61	Volume - LEGAL IT : Droit & technologie de l'information	1	64,90 \$
62	Volume - Loi sur la protection des renseignements	1	251,05 \$
63	Volume - Macaulay : Hearings before admin. Tribunaux	1	165,06 \$
64	Volume - Mailhot : bons mots du civil et du pénal, 3 ^e édition	1	49,95 \$
65	Volume - Manuel canadien de référence juridique	1	48,00 \$
66	Volume - Martel : Compagnie au Québec aspects juridiques, édition 2010	1	95,00 \$
67	Volume - Systèmes juridiques dans le monde	1	19,95 \$
68	Volume - Vie privée et commerce électronique / Cynthia Chassigneux	1	62,00 \$

	Sous total		2 889,15 \$

TOTAL :

33 194,03 \$

G-21. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

- Aliaco inc;

Les coûts de construction du site

- 19 500 \$;

Le coût d'entretien et de la mise à jour

- 3 300 \$;

Le responsable du contenu sur le site

- M^e Annie Forget;

La fréquence moyenne de mise à jour

- À chaque fois qu'il y a des nouveautés. Sinon, à toutes les semaines;

Nombre de fois que le site a été refait ?

- 1 fois en 2003 (par Mediaprim);

Quel a été le coût ?

- 4 450 \$;

Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

- Site plus convivial;
- Axé sur les besoins des citoyens;
- Meilleure répartition de l'information.

G-22. Nominations, depuis le 1er mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-23. Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-24. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciel ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Aucun déboursé en 2009-2010. Aucun déboursé n'est prévu en 2010-2011 à ces fins.

G-25. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

Demandes d'accès traitées en 2009-2010 :	46
Demandes d'accès acceptées totalement :	23
Demandes d'accès acceptées partiellement :	6
Demandes d'accès référées :	2
Absence de document :	13
Demandes de consultation de documents ayant fait l'objet d'une publication :	2
 Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 jours :	 46
Demande d'accès traitée dans un délai de 30 jours :	0

G-26. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.) ;
 - le nombre de ressources affectées ;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-27. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1er avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-28. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P-4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2009-2010 indiquer:

- la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur Curriculum Vitae;
 - leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

P-10. Pour tout organisme relevant du Ministère, concernant le bureau de la présidence:

- nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Nombre de rencontres, repas ou de réunion et les frais afférents ;

3 rencontres pour un total de 25 repas servis et 741,20 \$

Liste des personnes rencontrées :

Membres de l'assemblée des commissaires de la Commission d'accès à l'information, dans le cadre des assemblées tenues.

Président de l'autorité espagnole

Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;

Frais de déplacement et voyage – président	16 384,95 \$
Frais de déplacement et voyage – commissaires	44 970,06 \$
Frais de représentation - président	2 057,59 \$

Liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants incluant les coûts afférents ;**St John's, Terre-Neuve du 8 au 10 septembre 2009**

Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la Conférence provinciale-fédérale-territoriale des Commissaires et ombudsmans à l'information et à la protection de la vie privée

1 738,00 \$ (déplacement et séjour)

Me Jacques Saint-Laurent, président

Madrid, Espagne du 3 au 6 novembre 2009

Présider les travaux de la troisième conférence francophone des autorités de protection de protection des données personnelles et présider l'Assemblée générale de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP). Conférencier à la Conférence internationale des commissaires à la protection de la vie privée et des données personnelles. Participation aux travaux de la 31e conférence internationale à la protection de la vie privée et des données personnelles

3 829,89 \$ (déplacement et séjour)

Me Jacques Saint-Laurent, président

Oslo, Norvège du 26 au 30 septembre 2009

Représenter la Commission d'accès à l'information du Québec et participer aux travaux de la 6e conférence internationale des commissaires à l'accès à l'information

6 788,07 \$ (déplacement et séjour pour les deux)

Me Guylaine Henri, commissaire, accompagnée de Me Annie Forget, conseillère

Victoria, Colombie-Britannique du 6 au 11 février 2010

Participation de la Commission à la conférence sur la sécurité et la vie privée organisée par l'Office of the information and Privacy Commissioner de la Colombie-Britannique

3 640,63 \$ (déplacement et séjour pour les deux)

Me Christiane Constant, commissaire, accompagnée de M. Rémy Normand, directeur de l'analyse et de l'évaluation

Toronto, Ontario les 24 et 25 mars 2010

**Participation à la conférence sur les principes de gouvernance des entreprises
en protection de la vie privée organisée par AccessPrivacy.**

740,47 \$ (déplacement et séjour)

Me Teresa Carluccio, commissaire

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

a. le nombre de demandes reçues et réglées;

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
<u>Ensemble des activités</u>			
Demandes reçues	2072	2121	2457
Demandes réglées	2207	2245	2463
<u>Section juridictionnelle</u>			
Demandes reçues	1311	1304	1445
Demandes réglées	1311	1298	1474
Demandes réglées par le processus de médiation	966	938	1119
<u>Section de surveillance</u>			
Demandes reçues	703	771	942
Demandes réglées	857	885	920
<u>Autres</u>			
Demandes reçues	58	46	70
Demandes réglées	39	62	69

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

b. le nombre de causes portées en appel et le verdict;

• 1^{er} avril 2007- 31 mars 2008

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Refusées : 2

Appels

Accueilli : 1

Rejetés : 4

Désistements : 3

Autres requêtes

Accordées : 7

Désistement : 1

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Accordée : 1

Refusée : 1

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Requête en permission d'appel

Accordée : 1

Appels

Rejeté : 1

Accordés : 2

Sommaire

COUR DU QUÉBEC Décisions rendues		COUR SUPÉRIEURE Décisions rendues	COUR D'APPEL DU QUÉBEC Décisions rendues
Requêtes en permission d'appel	Appels	Requêtes en révision judiciaire	Appels et requêtes en permission d'appel
2	5	2	4

- 1^{er} avril 2008 - 31 mars 2009

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Accueillies : 3
Refusées : 3

Appels

Accueillis : 4
Rejetés : 6
Désistements : 6
Cause rayée : 1

Autres requêtes

Accueillies : 3
Rejetées : 2

COUR SUPÉRIEURE

Requête en révision judiciaire

Rejetée : 1

Autre requête

Désistement : 1

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Appels

Rejeté : 1
Désistement : 1

Autre requête

Désistement : 1

COUR SUPRÊME DU CANADA

Permission d'appel

Rejetée : 1

Sommaire

COUR DU QUÉBEC Décisions rendues			COUR SUPÉRIEURE Décisions rendues	COUR D'APPEL DU QUÉBEC Décisions rendues	COUR SUPRÊME DU CANADA Décisions rendues
Requêtes en permission d'appel	Appels	Autres requêtes	Requête en révision judiciaire	Appel	Requête en permission d'appel
6	10	5	1	1	1

- 1^{er} avril 2009 - 31 mars 2010

COUR DU QUÉBEC

Requête en permission d'appel

Accueillie :1

Appels

Accueillis :3

Rejetés : 10

Désistements :3

Appel incident

Accueilli :1

Autres requêtes

Accueillies :4

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Accueillies :2

Rejetées :2

Autres requêtes

Accordées :5

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Permission d'appel

Accordée :1

Sommaire

COUR DU QUÉBEC Décisions rendues				COUR SUPÉRIEURE Décisions rendues		COUR D'APPEL DU QUÉBEC Décisions rendues
Requête en permission d'appel	Appels	Appel incident	Autres requêtes	Requêtes en révision judiciaire	Autres requêtes	Requête en permission d'appel
1	13	1	4	4	5	1

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

c. le nombre de causes portées en appel notamment en vertu de l'article 34;

Une décision rendue par la section juridictionnelle en 2007-2008 portant notamment sur l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels a été portée en appel à la Cour du Québec.

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

d. le délai de traitement des demandes;

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Délai moyen, avec remise, de traitement dans les dossiers d'adjudication	701	842	806
Délai moyen, sans remise, de traitement dans les dossiers d'adjudication	465	505	494
Délai moyen de traitement dans les dossiers de médiation	471	435	373
Délai moyen des délibérés	57	48	60
Délai moyen de traitement dans les dossiers de plainte	470	496	438
Délai moyen de traitement dans les dossiers d'autorisation d'accès à des fins d'étude, de recherche ou de statistique	209	165	110

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

- e. le nombre d'avis demandés à la Commission par ministère et organisme en indiquant l'objet;**
-

Le nombre d'avis est de 33.

De plus amples détails sont fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations que l'on retrouve plus loin dans le présent document.

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

- f. le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande et la date de la conclusion de l'enquête et ses conclusions;
-

SECTEUR PRIVÉ

34 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 17 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 6 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une collecte et une communication de renseignements personnels
- 10 de ces cas concernaient des situations autres que la collecte ou la communication de renseignements personnels

11 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

- 8 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une collecte et une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une situation autre que la collecte ou la communication de renseignements personnels

SECTEUR PUBLIC

13 cas ont été examinés dans lesquels la situation ne nécessitait pas d'intervention particulière de la Commission

- 6 de ces cas concernaient une collecte de renseignements personnels
- 6 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait une situation autre que la collecte ou la communication de renseignements personnels

3 cas ont été examinés dans lesquels la Commission a émis un avis d'intention

- 1 de ces cas concernait une collecte de renseignements personnels
- 2 de ces cas concernaient une communication de renseignements personnels

La Commission a, au surplus, émis des recommandations au Secrétariat du Conseil du Trésor le 17 juillet 2009 dans un dossier concernant la communication de renseignements personnels, dossier 031553.

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

- g. le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;**
-

Trois plaintes ont été déposées auprès de la Commission en 2009-2010 au motif de non respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès.

P-16. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 :

- h. le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme demandant à la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.**
-

En 2007-2008 : 65

En 2008-2009 : 42

En 2009-2010 : 70

COLLECTES DE RENSEIGNEMENTS (IL Y EN A 5)

- Services Québec et Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le 14 avril 2009, dossier 090352
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et Institut de la statistique du Québec, le 27 avril 2009, dossier 090073
- Régie de l'assurance maladie du Québec et Agence métropolitaine de transport, le 22 février 2010, dossier 100098
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et diverses commissions scolaires et divers collèges, le 26 février 2010, dossier 092108
- Commission de la santé et de la sécurité du travail et Commission des normes du travail et Agence métropolitaine de transport et Société de transport de Laval et Société de transport de Montréal, le 19 mars 2010, dossier 100208

CUEILLETES D'INFORMATIONS (IL Y EN A 2)

- La Financière agricole du Québec et Centre de développement du porc du Québec, le 10 mars 2010, dossier 092064
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Équifax Canada inc., le 11 mars 2010, dossier 092113

DEMANDES D'INFORMATION (IL Y EN A 6)

- Ministère du Revenu du Québec (dérogation pour la conservation d'extraits de banques de données), le 15 juillet 2009, dossier 090945
- Ministère du Revenu (plan triennal des sondages 2009-2012), le 11 septembre 2009, dossier 091327
- Ministère du Revenu (Rapport annuel des activités de sondages 2008-2009), le 15 octobre 2009, dossier 091484
- Ministère du Revenu du Québec (plan d'utilisation au 31 mars 2009), le 2 novembre 2009, dossier 091372
- MD Physician Services inc., le 15 décembre 2009, dossier 091978;
- Graduate Management Admission Council, le 1^{er} mars 2010, dossier 091958.

DOSSIERS TECHNOLOGIQUES (IL Y EN A 2)

- Conditions de mise en œuvre de la deuxième phase du projet expérimental du Dossier de santé du Québec (DSQ), le 16 juin 2009, dossier 091079
- Campagne d'information concernant le projet expérimental du Dossier de santé du Québec dans la région de la Capitale-Nationale, le 27 janvier 2010, dossier 090186

P-18. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	
Montréal, salle d'audiences;	3 000,00
Trois-Rivières, salle d'audiences;	400,00
Montréal, salle de consultation.	900,00
 AUTRES	
Chicoutimi et Drummondville, salles d'audiences.	<u>250,00</u>
 Total :	 <u>4 550,00 \$</u>